



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL FONCTION PUBLIQUE DE L'EURE

Mobilisation dans la Fonction Publique

jeudi 5 décembre 2024

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires et UNSA Éducation de l'Eure appellent tous les agents et les agentes de la Fonction publique à une journée d'action, de rassemblements, de manifestations et de grève le jeudi 5 décembre 2024 pour dénoncer une nouvelle attaque brutale contre les agents des services publics.

Face au mépris, poursuivons la lutte !

Lors de l'audience du 7 novembre, les organisations syndicales nationales de la Fonction publique ont obtenu l'abandon de la suppression des catégories C, B et A, envisagée au titre du projet de loi dit « Guérini ».

En revanche Guillaume Kasbarian n'a en rien répondu à la plupart des autres propositions et revendications portées par les organisations syndicales.

À la recherche d'économies pour boucler le budget 2025, le gouvernement matraque et stigmatise à nouveau les fonctionnaires, en qualifiant d'"absentéisme" leurs arrêts maladie.

C'est pourquoi nous en appelons à une première journée de mobilisation jeudi 5 décembre, y compris par la grève et la manifestation.

Une journée « coup de semonce » pour que le ministre renonce :

- ▶ *Aux jours de carence dans la Fonction publique (que ce soit un actuellement ou le projet de trois),*
- ▶ *À l'amputation de la rémunération des fonctionnaires de 10% durant les trois mois de congé maladie ordinaire,*
- ▶ *A la suppression de la Gipa.*

Des mesures validistes, injustes socialement et sexistes

Sous prétexte d'égalité entre le secteur public et le secteur privé, Kasbarian tente d'imposer trois jours de carence aux agents publics, alors qu'il sait très bien que 70% des salariés du privé n'ont aucun jour de carence grâce aux accords de branches ou d'entreprises plus protecteurs que le droit commun.

Ces mesures stigmatisantes impacteront les agents publics touchés par la maladie, d'ailleurs souvent contractée dans un cadre professionnel où la pénibilité ne cesse de s'accroître : précarisation des personnels contractuels, augmentation des pressions hiérarchiques, accumulation des tâches... Elles toucheraient particulièrement les personnels dont la santé est la plus fragile, notamment les agents handicapés et les agents les plus âgés.

Ces mesures sont d'autant plus injustes qu'elles frapperaient en premier lieu les femmes (dont 10% souffrent d'endométriose qui ne fait pas partie des ALD) qui représentent plus de 60% des fonctionnaires : les jours de carence abaisseraient encore davantage leur niveau de vie.

De même, elles ne vont que renforcer des inégalités sociales : les personnes des catégories populaires, qui ont déjà moins recours à la médecine préventive, ont une espérance de vie inférieure aux catégories sociales favorisées.

Les fonctionnaires déclarent en majorité « aller au travail même malades » : le risque est le moindre recours aux soins ou l'allongement des arrêts maladie. Il s'agit donc d'une question de santé publique que le gouvernement Barnier veut encore dégrader. Cette réduction de la protection sociale aura un impact dramatique sur la prévention médicale : des pathologies bénignes, ou guérissables si prises à temps, risquent de s'aggraver ou d'être découvertes à un stade plus avancé.

Nos organisations syndicales appellent les agentes et les agents de la Fonction publique, fonctionnaires et contractuel·les, à se mobiliser pour obtenir aussi :

- ▶ *Le financement massif des services publics à la hauteur des besoins et des revendications des personnels, ainsi qu'un plan de titularisation des personnels contractuels.*
- ▶ *Des créations d'emplois partout où ils sont nécessaires pour des services publics de qualité, proches des administrés, et pour le bien-être des agents publics,*
- ▶ *L'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes, et des mesures salariales générales,*
- ▶ *La refonte des grilles indiciaires,*
- ▶ *Une véritable égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,*
- ▶ *L'abandon des orientations du projet de loi dit « Guérini ».*

LES ORGANISATIONS SYNDICALES FONCTION PUBLIQUE DE L'EURE CFDT, CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA ÉDUCATION APPELLENT TOUS LES AGENTS ET LES AGENTES PUBLICS À SE SAISIR DE CETTE JOURNÉE DU 5 DÉCEMBRE 2024 POUR ENVOYER AU GOUVERNEMENT BARNIER/KASBARIAN L'AVERTISSEMENT RÉSOLU QUE, HORMIS S'ILS REVIENNENT MAINTENANT SUR LEURS PROJETS FUNESTES, NOUS NE NOUS ARRÊTERONS PAS LÀ !

ELLES APPELLENT TOUTES LES AGENTES ET LES AGENTS PUBLICS À SE METTRE EN GRÈVE ET À VENIR EN MANIFESTATION POUR ENVOYER CE MESSAGE FORT QU'ILS ET ELLES SONT DÉTERMINÉ·E·S ET VONT CONTINUER À CLAMER LEURS JUSTES REVENDICATIONS JUSQU'À SATISFACTION.

UNE JOURNÉE DE GRÈVE NE SUFFIRA PAS À FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT ET IL NOUS FAUT DÈS À PRÉSENT CONSTRUIRE LA SUITE EN NOUS APPUYANT PAR EXEMPLE SUR L'APPEL À LA GRÈVE ILLIMITÉE DES CHEMINOTS À PARTIR DU 11 DÉCEMBRE.

**MANIFESTATION FONCTION PUBLIQUE
JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024 À ÉVREUX :
DÉPART 10h DEVANT L'UNIVERSITÉ (1 rue du 7^{ème} chasseur).**